

# La France insoumise se met en chantier

Jean-Luc Mélenchon veut pérenniser le mouvement conçu autour de sa candidature à la présidentielle.

LE MONDE | 01.07.2017 à 09h48 | Par Raphaëlle Besse Desmoulières (/journaliste/raphaelle-besse-desmoulieres/)



Jean-Luc Mélenchon, président du groupe La France insoumise à l'Assemblée nationale, le 20 juin. MARTIN BUREAU / AFP

Ne pas se fier pas au mail envoyé fin juin aux volontaires pour « *aider au déménagement* » de ce qui fut le siège de campagne de Jean-Luc Mélenchon pendant la présidentielle. Nichés au dernier étage d'un immeuble de la rue de Dunkerque, à Paris, les bureaux de La France insoumise (LFI) ne sont pas vidés, juste rangés, et le bail a été prolongé de six mois. En attendant la suite.

La suite ? Elle est en construction pour ce mouvement créé autour de la candidature de M. Mélenchon. « *Tout cela est très neuf. Qu'est-ce que l'on fait avec 500 000 insoumis, par exemple ? Après la présidentielle, on fait quoi ? A cette heure, je réfléchis encore* », confiait l'intéressé début juin dans une interview au magazine *Society*. Celui qui appelle de ses vœux « *le surgissement d'une contre-société* » et d'un « *nouveau Front populaire* » ajoutait : « *C'est à nous d'avancer, de prendre nos responsabilités, d'être à la hauteur du rôle, de cette synthèse idéologique que je représente entre l'écologie et le socialisme traditionnel. Avec un groupe parlementaire, on aura un outil complet : le groupe, le mouvement, et on va être dans l'action tout le temps.* »

En un peu plus d'un an, le nouveau député des Bouches-du-Rhône a réussi un sacré pari : faire émerger une force qui lui a permis d'obtenir 19,6 % des voix à la présidentielle et qui a supplanté les autres formations de gauche, à commencer par le PS. Au premier tour des législatives, même si les 11 % récoltés ont pu être jugés décevants, le score fut loin d'être négligeable pour une formation aussi jeune. D'autant qu'il s'accompagne d'un ancrage territorial significatif, notamment en Seine-Saint-Denis, où 6 des 17 députés ont été élus. LFI pourra en outre disposer de plus de 3 millions d'euros annuels de financement public, selon Manuel Bompard, ex-directeur de campagne de M. Mélenchon.

## « Une opposition visible et mordante »

La suite s'écrit déjà à l'Assemblée nationale. Ils ne sont que 17, mais depuis leur entrée au Palais-Bourbon, les députés « insoumis » font parler d'eux. Que ce soit par leur choix de snober la cravate dans l'Hémicycle ou leur décision de boycotter, lundi 3 juillet, le Congrès de Versailles. « *Nous sommes une opposition visible et mordante* », vante Clémentine Autain, députée LFI de Seine-Saint-Denis et porte-parole d'Ensemble.

Cet été, les « *caravanes des droits* » vont reprendre du service pour sillonner les quartiers populaires, notamment pour tenter de mobiliser contre la réforme du code du travail. Fin août, La France insoumise tiendra sa première université d'été, sans doute à Marseille. Une ville qui a offert à M. Mélenchon son siège de député et qu'il ne cesse depuis de présenter comme le lieu d'où pourrait surgir l'étincelle de sa « *révolution citoyenne* ».



Jean-Luc Mélenchon et les autres députés LFI, à l'Assemblée nationale le 20 juin. MARTIN BUREAU / AFP

Ce premier rendez-vous a pour but de commencer à réfléchir à l'avenir du mouvement. Comme n'importe quel parti politique, ce dernier est une [association loi 1901](http://www.journal-officiel.gouv.fr/publications/assoc/pdf/2016/0053/JOAFE_PDF_Unitaire_20160053_01653.pdf) dont les statuts ont été déposés le 23 décembre 2016 à la sous-préfecture de Palaiseau (Essonne) et dont l'objet était de « *regrouper les soutiens de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle de 2017 et celles et ceux qui font le choix d'une France insoumise et d'un Avenir commun* ». Le même jour, une « *association de financement de la formation politique "La France insoumise"* » était créée. La marque, elle, avait été enregistrée à l'INPI en juin .

Une seconde date est inscrite à l'agenda de LFI, fin octobre, peut-être à Lyon. Une convention pour « *pérenniser la manière dont s'organise* » la formation, explique M. Bompard. La précédente s'était tenue en octobre 2016 à Lille afin de valider le programme. Un millier de participants s'y étaient retrouvés, dont une bonne part avait été tirée au sort parmi ceux qui avaient « appuyé » la candidature de M. Mélenchon sur sa plate-forme Web. Après le 23 avril, ils étaient plus de 500 000 à avoir ainsi laissé leurs coordonnées.

## Un « mouvement », pas un « parti »

Les proches de M. Mélenchon ne veulent pas entendre parler de « parti politique ». « *L'idée est de rester un mouvement où chacun représente une voix*, souligne Eric Coquerel, député LFI de Seine-Saint-Denis et coordinateur du Parti de gauche. *Il faut admettre et permettre un niveau d'implication très différent, depuis les réseaux sociaux jusqu'aux actions de terrain.* » Francis Parry, un ex-dirigeant communiste, complète : « *Nous n'avons pas envie de nous structurer avec des organisations locales, départementales, régionales et nationales qui produisent une bureaucratie où chacun veut un poste.* »

**Lire aussi :** [Le début de mandat compliqué de Danièle Obono](http://la-france-insoumise/article/2017/07/01/le-debut-de-mandat-complique-de-daniele-obono_5154148_5126047.html) (/la-france-insoumise/article/2017/07/01/le-debut-de-mandat-complique-de-daniele-obono\_5154148\_5126047.html)

Les « *groupes d'appui* », cellules de base de LFI, devraient perdurer. « *On souhaiterait que le mouvement se tourne vers des actions très concrètes et des tâches de solidarité immédiate comme le soutien scolaire ou le secours populaire tout en se structurant autour de campagnes qui visent à changer la vie* », indique M. Bompard qui ajoute que le mouvement « *n'aura pas qu'une vocation électorale* ». « *L'espace politique* » qui regroupe des membres du Parti de gauche, d'Ensemble, de

la Nouvelle Gauche socialiste autour de l'ex-député européen PS Liem Hoang Ngoc, des communistes et bientôt des écologistes, devrait également subsister. Cette instance, dont on perçoit mal l'influence réelle, ne s'était pas retrouvée depuis l'entre-deux-tours mais s'est réunie lundi 26 juin, en présence de M. Mélenchon.

## « Mouvement prophète »

Ce dernier, avec ses proches, chapeaute le tout. Pour l'heure, le flou demeure sur une direction plus formelle et son mode de désignation. « *Il y aura une équipe opérationnelle mais l'idée n'est pas de mettre en place un secrétariat national ou un bureau national* », précise M. Bompard, lui-même « *directeur des campagnes* ». Quant au député des Bouches-du-Rhône, on imagine mal qu'il ne continue pas à donner le « *la* ». « *Il doit être en pointe sur tout ça et assumer la fonction de leader* », estime M. Coquerel.

Dans un rapport interne publié en mai, Pascal Savoldelli, chargé des élections au PCF, décrivait, pour sa part, « *une organisation horizontale, de part le quadrillage du territoire par de multiples "groupes d'appui", mais en réalité insérée dans un fonctionnement très vertical, puisque l'essentiel de la communication, des éléments de langage, des mots d'ordre, des choix politiques cruciaux est centralisé sur un petit noyau dirigeant autour de Jean-Luc Mélenchon* ».

Le chercheur à l'Université libre de Bruxelles, Fabien Escalona, nuance ce regard, lui qui qualifie La France insoumise de « *mouvement prophète* ». Une typologie qui renvoie à ces nouveaux partis qui « *doivent créer au forceps leur propre espace politique et construire leur identité propre* ». « *Au-delà de Mélenchon, il se passe quelque chose de profond avec La France insoumise, juge-t-il. Ce n'est pas pour rien qu'elle est devenue en un an la première force de gauche. Ils ont les cartes en main pour incarner l'avenir. La suite va beaucoup dépendre de leurs choix.* »